

l'Orateur, que jusqu'ici presque tout le gaz naturel a été découvert à la suite de l'exploration pétrolière, et même s'il y a un marché tout prêt pour les réserves de gaz, il n'est pas question de regarder avec sérénité l'accumulation rapide des réserves improductives de pétrole, ou les forages qui résultent en puits riches qui sont simplement bouchés parce qu'il n'existe aucun marché pour le pétrole.

Dans l'Ouest du Canada actuellement, de nombreuses entreprises marginales ou même pas qui devront fermer définitivement si l'on n'applique pas un système de contingentement très rigoureux. Il est vrai que bien d'autres se lancent maintenant à la recherche de gaz naturel et en ont trouvé, ce qui est leur objectif principal. Je crois que le mode d'exploration va changer.

Les problèmes sont très importants dans le domaine de l'énergie, et pourtant le gouvernement se comporte, d'après certains indices de son Livre blanc sur la réforme fiscale, comme un éléphant dans les porcelaines pour certains domaines de l'exploitation des ressources, imposant ceux qui s'y livrent sans sembler tenir compte du produit fini, lors de son utilisation. Il me semble que les deux choses, tout au moins aux yeux du gouvernement, sont nettement séparées, comme s'il n'y avait aucun rapport entre elles.

Je peux facilement comprendre que dans l'esprit de nombre de gens qui n'ont jamais vu de puits de pétrole, il suffirait de mettre sur pied une compagnie de forage ou quelque programme d'exploration, d'enfoncer un bout de tuyau dans le sol, comme le légendaire Jack Horner enfonceait son pouce dans la croûte et hop, la source d'or noir jaillirait du premier coup. C'est faire preuve de grande naïveté et d'ignorance, de cette même ignorance qui empêche les gens de comprendre les problèmes de l'industrie gazière et pétrolière et de comprendre que tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur des mondes. Il est certain que les gens de la région peuvent travailler et obtenir de bons salaires, mais quand il est question de bénéfices il ne s'agit bien souvent que d'une opération qui consiste à les engloutir avec l'argent des actionnaires dans ces mêmes trous de forage. Je n'en dirai pas plus sur ce point.

Cependant, monsieur l'Orateur, des pressions commencent actuellement à se faire sentir et j'ai posé cet après-midi quelques questions relatives à l'évolution ou à la mise en œuvre d'une politique continentale de l'énergie. Je pense que personne n'est encore en mesure de se rendre pleinement compte des

[L'hon. M. Lambert.]

implications d'une politique continentale de l'énergie qui s'appliquerait à l'eau et quand on la considère strictement de certains points de vue, elle est très justifiée. D'un autre côté, je comprends facilement qu'il puisse y avoir des arguments totalement opposés à une politique continentale de l'énergie, et je suis persuadé que nous allons étudier cette question très sérieusement.

A titre d'information, permettez-moi de rappeler la première exportation de gaz naturel de l'Alberta à une usine d'affinage du cuivre dans le Montana il y a quelques années; on avait en effet jugé qu'il fallait que ce soit pour une période déterminée, car l'Anaconda avait investi beaucoup d'argent et il fallait lui ménager l'occasion de rentrer dans ses dépenses d'établissement. Chose étrange, toutefois, c'est à peu près comme le cas du petit garçon à qui on donne des bonbons. Dès la fin de ce contrat, la société a voulu encore plus de gaz et elle n'a pas cessé d'en demander depuis. Aujourd'hui, on peut dire la même chose des pipe-lines pour la transmission du pétrole et du gaz à la côte du Pacifique; on peut dès maintenant, bien entendu, prévoir l'étendue des demandes de gaz naturel qui nous parviendront du centre et du centre-Est des États-Unis.

Il n'y a pas deux façons de procéder. Ce n'est pas un service qu'on peut interrompre. Il nous faut bien comprendre qu'on aurait recours à toute la persuasion possible vis-à-vis du Canada, voire à la force, si pour une raison ou pour une autre un motif d'intérêt national allait nous pousser à couper le gaz, à moins naturellement que des conditions expresses n'aient été fixées auparavant et clairement comprises. Après tout, nous savons quel genre de pressions peut s'exercer. A l'époque où l'hebdomadaire *Time* devenait canadien, des pressions ont été exercées par le gouvernement américain. On a bien fait comprendre au gouvernement canadien que les négociations sur le contingentement du marché pétrolier aux États-Unis cesseraient complètement si le Canada ne mettait pas *Time* et le *Reader's Digest* dans la situation extrêmement favorable dont ils bénéficient aujourd'hui.

Il y a la question des relations entre voisins, je le sais; je viens d'Alberta et je connais fort bien la valeur et les avantages économiques que cet écoulement de pétrole et de gaz aux États-Unis peuvent représenter pour la province et pour la position du Canada dans le commerce international—ces avantages sont nombreux. Je me demande, néanmoins, et je